

Le Rwanda regrette la diffusion d'un rapport sur la RDC

Arrib News, 28/06/2012 – Source Reuters Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies se sont entendus mardi pour rendre public un document d'analyse qui met en cause le ministre de la Défense rwandais et plusieurs hauts responsables militaires dans le soutien à une mutinerie de l'armée dans l'est de la République démocratique du Congo, ont déclaré des diplomates. Les éléments figurant dans un addendum à un récent rapport réalisé par des experts sont les plus probants à ce jour qui attestent la thèse d'un soutien à un niveau élevé, au sein du gouvernement rwandais, la rébellion baptisée "M23" contre les forces congolaises, qui ont provoqué un exode de milliers d'habitants de l'est de la RDC.

M23 est le nom d'un groupe de plusieurs centaines de soldats de l'armée de RDC qui se sont ralliés sous la bannière de Bosco Ntaganda, général mutiné naguère au Rwanda, sur qui pèse un mandat d'arrêt lancé par les autorités de la RDC, et qui est également recherché par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre. Le Rwanda rejette les accusations de soutien à la rébellion M23 et a jugé "profondément regrettable" la diffusion du document. La ministre des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo a déclaré que son gouvernement fournirait des preuves factuelles démontrant les éléments à charge contre Kigali et montrant que le document est biaisé. "C'est un document provisoire partiel, s'appuyant sur des éléments partiels", a-t-elle dit. Louise Mushikiwabo a estimé qu'une "hystérie médiatique" avait poussé l'Onu à rendre public le document sans offrir au Rwanda la possibilité de répondre à ces accusations. "Comme l'armée congolaise se révèle incapable de contenir cette mutinerie, Kinshasa et ses alliés accusent le Rwanda", a déclaré la ministre, ajoutant que son gouvernement avait invité les experts de l'Onu à se rendre à Kigali pour poursuivre leurs investigations, ce qu'ils ont accepté. Mardi, Reuters a obtenu une copie du document de 43 pages que le Conseil de sécurité a convenu de rendre public. "Au cours de l'enquête, depuis la fin 2011, le groupe a mis au jour des preuves substantielles attestant le soutien de responsables rwandais aux opérations de groupes armés dans l'est de la RDC", lit-on dans le document. "Les FRD (armée rwandaise) fournissent du matériel militaire, des armes, des munitions et des fournitures diverses aux rebelles M23", lit-on dans cet addendum, qui stipule que des responsables rwandais sont "directement impliqués" dans l'octroi d'un soutien politique et financier au M23. Kinshasa avait accusé les Etats-Unis, l'un des membres permanents du Conseil de sécurité, de s'opposer à la publication des conclusions du groupe d'experts de l'Onu - commission indépendante qui surveille les violations du régime des sanctions visant la RDC. La mission américaine aux Nations unies a vigoureusement démenti les accusations du régime congolais. Selon certains diplomates, les délégations des Etats-Unis et d'autres pays au Conseil de sécurité souhaitaient retarder la publication de l'addendum de sorte que le Rwanda puisse se défendre face aux accusations portées contre lui. A l'origine, l'addendum ne devait pas être publié avant août, mais les accusations de blocage ont convaincu les membres du Conseil de sécurité d'accélérer le processus de divulgation.